ML.

Conseil d'Etat - Raad van State
(Législation - Wetgeving)
- 1 -
8 DEC. 1956

L. 5447/2.

coordination(1)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 16 octobre 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel"portant statut pécuniaire des employés et messagers, du personnel de maîtrise et des gens de métier et de service des greffes et des parquets, du personnel civil de l'auditorat général et des auditorats militaires, ainsi que du personnel attaché aux officiers judiciaires des parquets", a donné le 31 octobre 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e oktober 1956 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende bezoldigingsregeling van de bedienden en boden, van het meesterspersoneel en van het vak- en dienstpersoneel van de griffies en van de parketten, van het burgerlijk personeel van auditoraat generaal en krijgsauditoraten alsook van het personeel toegevoeg aan de gerechtelijke officieren van de parketten", heeft de 31e oktober 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à faire appliquer les règles du statut pécuniaire du personnel des ministères :

1° aux employés de greffe des cours et tribunaux;

2° aux messagers des cours et tribunaux;

3° au personnel de maîtrise et aux gens de métier et de service des cours et tribunaux et des parquets;

4° aux employés et messagers des parquets;

5° aux employés et messagers civils de l'auditorat général et des auditorats militaires;

6° au personnel attaché aux officiers judiciaires des parquets.

\+

\+ \+

Les employés de greffe visés par le projet ne sont évidemment pas ceux que le greffier rétribue lui-même en vertu de l'article 161 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, mais seulement ceux qui sont payés directement par le Trésor public par application de la loi du 3 juillet 1899 concernant les employés dans les greffes.

\+

\+ \+

Les divers emplois du personnel de maîtrise et des gens de métier et de service sont de deux sortes. Les conducteurs d'auto-mécaniciens font partie du personnel de parquet spécialement attaché aux officiers judiciaires. Tous les autres emplois, dont plusieurs n'existent pas encore, font ou feront partie du cadre du personnel dépendant directement des cours et tribunaux; en effet, au dire du fonctionnaire compétent, ceux d'entre eux qui ont été créés par arrêté ministériel, l'ont été sur la base de l'article 149 de la loi du 18 juin 1869 et les personnes qui les occupent ont été nommées par le premier président ou par le président.

Aux termes de l'article 149 "Les messagers des cours et tribunaux sont nommés par le premier président ou le président ... " et,suivant l'article 157 de la même loi,"Il y a dans chaque parquet un secrétaire; il peut y avoir en outre des secrétaires adjoints, des employés et des messagers ...".

Par conséquent, en dehors du secrétaire et des secrétaires adjoints qui ne sont pas visés par le projet, la loi ne prévoit que des employés et des messagers. Si l'on peut, à la rigueur, par une interprétation extensive du texte, considérer comme messagers les téléphonistes et les chauffeurs d'auto, le fondement légal des nominations devient de plus en plus discutable,lorsqu'on étend le cadre à d'autres hommes de métier, à des chauffeurs de chauffage et des hommes de peine.

Pour cette raison, le Conseil d'Etat est d'avis que le Gouvernement devrait, soit provoquer une modification des articles 149 et 157 de la loi du

.../...

18 juin 1869, soit ajouter au cadre des services extérieurs du Ministère de la Justice un certain nombre d'emplois, dont les titulaires seraient mis à la disposition des tribunaux et des parquets et se verraient appliquer d'office les statuts du personnel des ministères. Il serait certes loisible au Gouvernement de déroger à ces statuts; mais il devrait le faire par arrêté royal délibéré en conseil des ministres et il ne pourrait aller, en aucun cas, jusqu'à donner aux présidents et aux procureurs le droit de nommer aux nouveaux emplois.

\+

\+ \+

C'est par inadvertance que le projet vise encore un personnel attaché aux officiers judiciaires. Le Conseil d'Etat ayant fait observer, dès septembre 1950, que la création des emplois de ce personnel manquait de fondement légal (avis L.1289/1/V), ils ont été incorporés au cadre du personnel des parquets par les arrêtés des 29 et 30 mars 1951.

Seuls, quelques commis principaux n'ont pu être transférés à la suite de cette réforme organique. Ils ont gardé leur statut autonome, en vertu de la disposition transitoire de l'arrêté ministériel du 29 mars 1951. Ils bénéficient actuellement du statut pécuniaire des secrétaires adjoints de parquet à titre personnel, qui leur a été étendu par l'arrêté ministériel du 10 août 1953 . Il résulte des renseignements fournis par le fonctionnaire délégué que le Gouvernement n'entend nullement modifier ce régime par le projet soumis au Conseil d'Etat.

\+

\+ \+

L'article 1er correspondrait mieux à l'énumération précise qui figure en tête du présent avis, et réaliserait les omissions postulées par les observations qui précèdent, s'il était rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Les règles du statut pécuniaire du personnel des ministères sont applicables aux employés de greffe et messagers des cours et tribunaux, aux employés et messagers des parquets, ainsi qu'aux employés et messagers civils de l'auditorat général et des auditorats militaires".

+

+ +

A l'article 2, les emplois dépourvus de fondement légal devraient être omis, ce qui rendrait superflue la division, d'ailleurs ignorée de la loi, en personnel administratif et personnel de maîtrise.

+

+ +

L'article 9 déroge aux deux dates d'entrée en vigueur, en ne revalorisant le traitement du traducteur de la Cour de cassation qu'à dater du 1er novembre 1955. Afin de marquer que cette dérogation intéresse à la fois la période d'application conditionnelle et la période d'application pure et simple

.../...

du nouveau statut, il serait opportun de mettre en tête de l'article les mots : "Par dérogation aux articles 2 et 8".

+

+ +

Selon l'usage adopté pour le cas de rétroactivité, l'article 10 devrait utiliser l'expression "a effet au", au lieu de "entre en vigueur le".

+

+ +

L'intitulé du projet devrait reproduire mutatis mutandis la formule proposée pour l'article 1er.

L'alinéa 2 du préambule peut être omis parce que l'article qu'il vise fait double emploi, en tant qu'il concerne les traitements, avec la disposition plus récente (visée à l'alinéa 1er) de l'article 242 de la loi du 18 juin 1869, y ajoutée par la loi du 31 juillet 1952.

L'alinéa 3 vise l'article 2 de l'arrêté royal du 10 juillet 1899, qui dispose notamment que le nombre et le traitement des employés et messagers civils de l'auditorat général et des auditorats militaires sont déterminés par le Ministre de la Justice. Or, cet arrêté royal se fonde sur l'article 150 du Code de procédure pénale militaire, qui donne au Roi le pouvoir de fixer le mode de nomination ou de désignation des

.../...

messagers et des employés de parquet des conseils de guerre, mais non le pouvoir de fixer leurs traitements. En revanche, l'article 133 du même Code déclare applicables aux magistrats et fonctionnaires des tribunaux militaires toutes les dispositions légales concernant les fonctions de l'ordre judiciaire, sauf les exceptions prévues. C'est donc directement de la loi que le Ministre tient le pouvoir de fixer les traitements des employés et messagers civils des auditorats, et c'est l'article 133 précité que doit viser l'alinéa 3 du préambule du projet. Il serait superflu de viser en outre l'arrêté royal du 10 juillet 1899.

L'alinéa 4 doit être omis et l'alinéa 5 abrégé, puisque le projet ne concerne pas le personnel attaché "hors parquet" aux officiers judiciaires.

Ainsi modifiés, l'intitulé et le préambule se présenteraient comme suit :

"Arrêté ministériel portant statut pécuniaire des employés de greffe et messagers des cours et tribunaux, des employés et messagers des parquets, ainsi que des employés et messagers civils de l'auditorat général et des auditorats militaires.

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, notamment l'article 157 modifié par la loi du 31 juillet 1920, et l'article 242 ajouté par la loi du 31 juillet 1952;

.../...

Vu la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire, notamment les articles 133 et 150;

Vu l'arrêté royal du 16 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, et les arrêtés qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté ministériel du ... relatif à certains grades des agents des greffes, des parquets, de l'auditorat général et des auditorats militaires;

Vu l'avis du Premier Ministre, donné le ... ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat; ".

\+

\+ \+

Pour le surplus la version néerlandaise appelle un certain nombre de remarques qui ne concernent que la forme et qui figurent à la fin du texte néerlandais du présent avis.

---

Het ontwerp strekt er toe, de regelen van het geldelijk statuut van het personeel der Ministeries toepassing te doen vinden :

1° op de griffiebedienden van hoven en rechtbanken ;

2° op de boden van hoven en rechtbanken ;

3° op het meesters-, vak- en dienstpersoneel van hoven en rechtbanken en van de parketten ;

4° op de bedienden en boden der parketten ;

5° op de burgerlijke bedienden en boden van auditoraat-generaal en krijgsauditoraten ;

6° op het personeel toegevoegd aan de gerechtelijke officieren der parketten.

\+

\+ +

De in het ontwerp bedoelde griffiebedienden zijn natuurlijk niet degenen,die de griffier krachtens artikel 161 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting zelf bezoldigt, maar alleen degenen die bij toepassing van de wet van 3 juli 1899 betreffende de bedienden van de griffies rechtstreeks door de Schatkist worden betaald.

\+

\+ +

De betrekkingen van het meesters-, vak- en dienstpersoneel zijn tweeërlei. De autobestuurders-

.../...

mecaniciens maken deel uit van het personeel der parketten dat meer in het bijzonder aan de gerechtelijke officieren is toegevoegd. Alle andere betrekkingen, waarvan sommige nog niet bestaan, behoren of zullen behoren tot het kader van het personeel dat rechtstreeks van hoven en rechtbanken afhangt; volgens de verklaring van de bevoegde ambtenaar immers zijn die welke bij ministerieel besluit werden ingesteld, tot stand gekomen op grond van artikel 149 van de wet van 18 juni 1869,en zijn degenen die ze bekleden door de eerste-voorzitter of door de voorzitter benoemd.

Volgens artikel 149 "worden de boden van de hoven en rechtbanken door de eerste-voorzitter of door de voorzitter benoemd ..." en volgens artikel 157 van dezelfde wet is "aan elk parket een secretaris verbonden; daarenboven kunnen er toegevoegde secretarissen, beambten en boden aan verbonden zijn".

Buiten de secretarissen en adjunct-secretarissen die het ontwerp niet noemt, kent de wet dus alleen bedienden en boden. Kunnen telefonisten en autobestuurders desnoods, door een extensieve uitlegging van de tekst, als boden worden beschouwd, steeds meer betwistbaar wordt de rechtsgrond van de benoemingen wanneer men het kader tot ander vakpersoneel, tot stokers en sjouwers,uitbreidt.

Daarom is de Raad van State van oordeel, dat de Regering ofwel een wijziging van de artikelen 149 en 157 van de wet van 18 juni 1869 in de hand zou moeten werken, ofwel aan het kader der buitendiensten van het Ministerie van Justitie een aantal betrekkingen zou

.../...

moeten toevoegen, waarvan de titularissen ter beschikking van rechtbanken en parketten zouden worden gesteld en waarop de statuten van het personeel der ministeries ambtshalve toepassing zouden vinden. Het zou de Regering ongetwijfeld vrij staan van deze statuten af te wijken, maar dan zou zij dit moeten doen bij koninklijk besluit waarover in ministerraad is beraadslaagd; in geen geval zou zij zover mogen gaan, dat voorzitters en procureurs worden gemachtigd in de nieuwe betrekkingen te benoemen.

\+

\+ \+

Het is een onachtzaamheid, in het ontwerp nog te spreken van een aan de gerechtelijke officieren toegevoegd personeel. Reeds in september 1950 heeft de Raad van State opgemerkt, dat het instellen van betrekkingen voor dit personeel geen rechtsgrond had (advies L.1289/1/V); ten gevolge daarvan zijn zij in het kader van het personeel der parketten opgenomen bij de besluiten van 29 en 30 maart 1951.

Alleen enkele eerste klerken konden ingevolge deze organieke hervorming niet worden overgeplaatst. Zij hebben hun autonoom statuut behouden krachtens de overgangsbepaling van het ministerieel besluit van 29 maart 1951. Voor hen geldt thans de bezoldigingsregel van de adjunct-parketsecretarissen onder persoonlijke titel, die op hen toepasselijk is verklaard bij het ministerieel besluit van 10 augustus 1953. Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte inlichtingen blijkt, dat de Regering met het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp generlei wijziging aan dit stelsel beoogt te brengen.

\+

\+ \+

.../...

De volgende lezing voor artikel 1 zou beter in overeenstemming zijn met de vooraan in dit advies gegeven nauwkeurige opsomming en zou tevens tegemoet komen aan de zoëven gemaakte opmerkingen,volgens welke bepaalde functies achterwege moeten blijven.

"Artikel 1.-

De regelen van de bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries zijn toepasselijk op de griffiebedienden en boden van hoven en rechtbanken, op de bedienden en boden der parketten en op de burgerlijke bedienden en boden van het auditoraat-generaal en van de krijgsauditoraten".

\+

\+ +

In artikel 2 zouden de betrekkingen waarvoor geen rechtsgrond voorhanden is,achterwege moeten blijven, hetgeen de indeling in administratief personeel en meesterspersoneel, overigens onbekend in de wet, overbodig zou maken.

\+

\+ +

Artikel 9 wijkt af van de twee datums van inwerkingtreding,door de wedde van de vertaler bij het

.../...

Hof van verbreking eerst vanaf 1 november 1955 te revaloriseren. Teneinde aan te duiden dat deze afwijking én op de periode van voorwaardelijke toepassing én op de periode van integrale toepassing van de nieuwe regeling slaat, ware het raadzaam dit artikel met de volgende woorden te beginnen : "In afwijking van de artikelen 2 en 8".

\+

\+ +

In artikel 10 zegge men, volgens het voor de gevallen van terugwerking aangenomen gebruik :"heeft uitwerking met ingang van ..." in plaats van "treedt op ... in werking".

\+

\+ +

Het opschrift zou mutatis mutandis de voor artikel 1 aanbevolen formulering moeten overnemen.

Het tweede lid van de aanhef kan worden geschrapt, want het artikel waarnaar het verwijst, is, in zover het betrekking heeft op de wedden, een doublure naast de recentere (in het eerste lid aangehaalde) bepaling van artikel 242 van de wet van 18 juni 1869, daaraan toegevoegd bij de wet van 31 juli 1952.

.../...

Het derde lid verwijst naar artikel 2 van het koninklijk besluit van 10 juli 1899, dat onder meer bepaalt dat de Minister van Justitie het getal en de wedde van de burgerlijke bedienden en boden van het auditoraat-generaal en van de krijgsauditoraten vaststelt. Dit koninklijk besluit steunt echter op artikel 150 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, dat de Koning bevoegdheid verleent om "de wijze van benoeming of aanduiding der boden en der beambten van de parketten vam de krijgsraden vast te stellen", doch niet om hun wedden te bepalen. In artikel 133 van hetzelfde Wetboek daarentegen worden "alle wetsbepalingen betreffende de ambten van de rechterlijke macht, behalve de voorziene uitzonderingen, op de magistraten en ambtenaren der krijgsrechtbanken van toepassing verklaard". De Minister heeft derhalve de bevoegdheid om de wedden der burgerlijke beambten en boden van de auditoraten vast te stellen rechtstreeks uit de wet, en naar voornoemd artikel 133 moet dus in het derde lid van de aanhef van het ontwerp worden verwezen. Het ware overbodig bovendien naar het koninklijk besluit van 10 juli 1899 te verwijzen.

Het vierde lid moet wegvallen, terwijl het vijfde moet worden ingekort aangezien het ontwerp niet geldt voor het "buiten parket" aan de gerechtelijke officieren toegevoegd personeel.

.../...

Aldus gewijzigd zouden opschrift en aanhef als volgt worden gelezen :

"Ministerieel besluit houdende bezoldigingsregeling van de griffiebedienden en boden van hoven en rechtbanken, van de bedienden en boden der parketten, en van de burgerlijke bedienden en boden van auditoraat-generaal en krijgsauditoraten.

De Minister van Justitie,

Gelet op de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, inzonderheid op artikel 157 gewijzigd bij de wet van 31 juli 1920, en op artikel 242 toegevoegd door de wet van 31 juli 1952;

Gelet op de wet van 15 juni 1899 inhoudende titel II van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, inzonderheid op de artikelen 133 en 150;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 1953 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, en op de besluiten die het hebben gewijzigd;

Gelet op het ministerieel besluit van ... betreffende sommige beambten van griffies, parketten, auditoraat-generaal en krijgsauditoraten;

Gelet op het advies van de Eerste-Minister, gegeven ... ;

Gelet op het advies van de Raad van State;".

\+

\+ \+

.../...

Voor het overige geeft de Nederlandse versie van het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen die enkel de vorm betreffen :

Artikel 2.-

Men vervange : "geviseerd personeel" door "bedoeld personeel","de twee landtalen" door "beide landstalen", "één landtaal" door "één landstaal", "wanneer het gebruik van die talen wegens de functie vereist is" door "wanneer zijn functie het gebruik van die talen vereist" en "dan diegene" door "dan die welke".

Artikel 3.-

Een betere lezing ware de volgende :

"Artikel 3.

De aan dit besluit onderworpen personeelsleden ontvangen de geboorte- en kindertoelagen toegekend aan het personeel der ministeries.

De overige bij de wedde komende toelagen, vergoedingen en uitkeringen die aan het personeel der ministeries worden toegekend, worden hen in dezelfde mate en onder dezelfde voorwaarden verleend".

Artikel 4.-

Men vervange : "Wordt vastgesteld in de schaal E bis/86.800 - 144.400" door "In de schaal E bis/86.800 - 144.400 wordt vastgesteld", "bedoelde" door "deze" en "worden in dit geval niet medegeteld" door "tellen in dit geval niet mede".

.../...

Artikelen 5 en 6.-

Men vervange "Wordt vastgesteld in de schaal C/ ..." door "In de schaal C/ ... wordt vastgesteld".

Artikel 7.-

Een betere en volledige lezing ware :

"Artikel 7.-

De toepassing van dit besluit is afhankelijk van de voorwaarde dat de haard- of standplaatstoelage die toegekend wordt aan het personeel waarvoor het geldt, nooit hoger is dan die welke het personeel der ministeries onder de gelding van de bezoldigingsregeling van 16 februari 1953 ontvangt".

Artikel 8.-

Men vervange "de modaliteiten voorzien door" door "de regelen bepaald in".

---

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit

| | | | |
|---|---|---|---|
| Messieurs : F. LEPAGE, | conseiller d'Etat, | président |
| de Heren : | raadsheer van State, | voorzitter |
| G. HOLOYE, | conseillers d'Etat, | |
| G. VAN BUNNEN, | raadsheren van State, | |
| A. BERNARD, | assesseurs de la section de législation, | |
| Ch. VAN REEPINGHEN, | bijzitters van de afdeling wetgeving, | |
| J. CYPRES, | greffier adjoint, | greffier. |
| | adjunct-griffier, | griffier. |

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.